



Madame la directrice académique, mesdames et messieurs les membres de la CAPD,

Cette CAPD se réunit après les résultats de lundi aux permutations informatisées dans le premier degré. Les résultats sont catastrophiques pour les collègues, particulièrement dans le Val d'Oise qui apparaît comme le département d'où l'on peut partir le plus difficilement cette année, en termes de pourcentage. Seuls 68 collègues peuvent quitter le Val d'Oise, presque la moitié moins que l'année dernière ! Depuis l'annonce des résultats, les collègues en détresse interrogent notre syndicat sur leurs perspectives : ineat-exeat, mi-temps annualisé, disponibilité... Jusqu'à cette année, la demande de disponibilité représentait pour les collègues l'ultime solution. Or, il est également question aujourd'hui des demandes de disponibilité pour lesquelles vous nous avez annoncé une « sélection ».

Concernant le choix de critères pour les demandes de disponibilité ou de temps partiels, le SNUDI FO ne souhaite pas s'associer à cette démarche, visant à associer les syndicats à la gestion de la pénurie des moyens. Pour FO, toute demande est légitime, elle fait partie des droits des fonctionnaires et doit être satisfaite.

Malgré les créations de postes dans l'Education Nationale depuis 2012, la situation dans les écoles ne cesse de se dégrader. Malgré ces créations de postes, le nombre d'enseignants titulaires diminue inexorablement sur notre département. Les départs en retraite ne sont même pas compensés. Ainsi, le problème des collègues absents non remplacés crée de nombreuses tensions dans les écoles et dans les circonscriptions, dans un contexte où les postes de brigades ont régulièrement diminué ces dernières années pour permettre les ouvertures de classes nécessaires. Si les problèmes évoqués ne sont pas spécifiques, ils sont pour le moins aigus dans notre département.

Cette politique qui étrangle les services publics et ce choix de l'austérité budgétaire porte un nom : c'est le pacte de responsabilité que FO rejette et combat. Les politiques d'austérité poursuivies par les différents gouvernements ont des conséquences désastreuses pour la Fonction Publique, les agents et les usagers. Comme tous les salariés, les personnels de l'Education Nationale voient leur santé, leurs conditions de travail et de rémunération se dégrader constamment du fait de ces mesures !

C'est pourquoi, nationalement, le SNUDI FO avec sa fédération FNEC FP FO, avec la FSU, avec la CGT Educ'Action, avec Sud Education appellent à la grève le jeudi 9 avril, aux côtés des salariés du public et du privé qui seront en grève interprofessionnelle.

Le 12 mars 2015.